

# Un débat sur l'internationalisme d'aujourd'hui

jeudi 10 décembre 2009, par [DS-PT](#), [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 29 décembre 2006).

**Nous publions ci-dessous deux textes. Le premier est un document adopté en mars 2006 par la Coordination nationale de Démocratie socialiste, une tendance interne du Parti des travailleurs (PT) au Brésil. Le second est une première réponse du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.**

Sommaire

- [Une politique internationalist](#)
- [Le nouvel internationalisme et](#)

---

## Une politique internationaliste pour le XXI<sup>e</sup> siècle

### **Par Démocratie socialiste**

Démocratie socialiste, tendance interne du PT, est un courant qui se définit comme internationaliste depuis ses origines. L'objectif de ce document est d'actualiser la signification de cette définition, en prenant en compte une nouvelle conjoncture mondiale et régionale et les cadres de la gauche dans le monde et en Amérique latine.

### **Une nouvelle période politique**

La crise de légitimité du projet néolibéral en Amérique latine — produit des impasses de ce programme et de la résistance populaire à son application — ouvre une nouvelle période politique dans la région. Le développement des luttes populaires et l'avancée, sur le plan institutionnel, des partis de gauche et progressistes sont l'expression de ce nouveau scénario. L'hégémonie traditionnelle de l'impérialisme nord-américain dans notre région, qui la considère comme sa « cour », est mise en question.

### **Un nouveau scénario pour les gauches**

La crise du « socialisme réel » au moment culminant de l'hégémonie néolibérale, entre la fin de la décennie 1980 et la première moitié de la décennie suivante, a touché profondément toute la gauche mondiale.

L'idée, qu'il nous est arrivé de cultiver même entre nous, au Brésil, qu'il ne s'agissait que d'une crise du stalinisme et de ses héritiers, n'est pas soutenable. Cette crise a signifié, dans une large mesure, un nouveau destin de la gauche dans le monde entier. Il y a eu des pertes notables lorsque

d'importants contingents ont rejoint le camp du néolibéralisme ou ont abandonné le militantisme politique. Mais cela a aussi conduit à ce que les frontières idéologiques construites au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et en particulier celles concernant le débat sur l'URSS et l'Europe de l'Est, soient érodées face aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans quelques cas ce processus a été à l'origine de la fusion entre des groupes précédemment adversaires.

La reprise des luttes sociales à la fin des années 1990 et au cours de la décennie actuelle se fait sur un nouveau terrain politique. Au contraire de ce que fut l'histoire des gauches du siècle passé, il n'y a pas d'hégémonies établies ni de forces politiques en condition de prétendre à diriger seules ce processus.

Il y a, néanmoins, de nouvelles questions stratégiques et de nouveaux défis théoriques et politiques. Face à elles, s'esquissent des camps de construction socialiste et internationaliste de polarités nouvelles. Dans notre Conférence extraordinaire (avril 2005), nous avons désigné ces questions centrales en partant de la réalité que nous vivons au Brésil et en Amérique latine : « *S'il est nécessaire de comprendre la crise de légitimité du néolibéralisme, il est aussi indispensable de souligner que l'horizon historique des révolutions de caractère anticapitaliste qui pourraient être un pôle d'attraction et de référence pour une nouvelle époque de révolutions socialistes ne se situe pas à court ou moyen terme. Durant cette période, les risques de pragmatisme doivent être combattus, comme doivent l'être l'adaptation aux horizons utopiques d'un capitalisme prétendument réformable et la stérilisation des forces émancipatrices par leur intégration à l'ordre étatique bourgeois ou marchand. Ces risques sont centraux pour des partis socialistes qui sont arrivés au gouvernement de leur pays, comme le PT. Le combat contre l'adaptation ou l'intégration à l'ordre bourgeois exige une réponse historique, fondée sur la tradition socialiste révolutionnaire, qui relève le défi de parvenir à diriger une transition démocratique au socialisme par un régime pluraliste, de démocratie participative, avec le dépassement progressif de la logique marchande privative et en relation dialectique avec un processus de transformation de l'ordre mondial dominant.* » (Résolutions de la Conférence nationale extraordinaire de la DS, avril 2005)

### **Prémises pour un internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle**

Le débat sur un « internationalisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle » doit reprendre les valeurs et l'héritage positif des quatre Internationales précédentes, mais il doit aussi tirer le bilan de leurs erreurs. Il doit identifier les nouveaux acteurs qui existent déjà et aussi ceux qui ont survécu (après la crise générale des gauches du début de la décennie passée). Et, surtout, il doit être capable d'impulser un internationalisme ouvert et pluriel, étroitement lié aux luttes en cours.

Nous venons d'une tradition du mouvement socialiste pour laquelle l'internationalisme est une des valeurs constituantes. Notre lutte doit avoir des objectifs communs dans le monde entier. La fraternité universelle des peuples est une valeur d'actualité et, de même que le capital mondialise sa domination, il ne peut y avoir de développement socialiste isolé dans un pays ou dans un autre. Un projet post-néolibéral, pour être cohérent, se doit d'être socialiste et internationaliste. L'anti-impérialisme, la défense de la souveraineté nationale de nos peuples, la dénonciation et la lutte contre le sous-développement de nos pays et l'alliance de la classe dominante avec le capital international, la production théorique et idéologique de la lutte pour le socialisme, l'éthique et la morale en politique, la lutte permanente pour la démocratie participative et la nécessaire construction de forces politiques pratiquant l'indépendance de classe et capables de réaliser tout cela — sont les conditions fondatrices de la transition et du dépassement du néolibéralisme.

### **Les internationalismes du XX<sup>e</sup> siècle**

Le siècle passé a été marqué par une série d'antagonismes entre les projets politiques

internationaux des gauches : la social-démocratie (de la II<sup>e</sup> Internationale) contre le communisme (de la III<sup>e</sup> Internationale) ; le stalinisme (des partis communistes) contre le trotskisme (de la IV<sup>e</sup> Internationale) ; la ligne de Moscou contre celle de Pékin (maoïsme) ; et, en Amérique latine, les organisations s'identifiant à la révolution cubaine contre les partis communistes. Ces lignes de démarcation ont perdu une grande partie de leur validité, bien que les débats stratégiques des gauches du XX<sup>e</sup> siècle continuent à être fondateurs. Mais de nouvelles polarités émergent dans un cadre de grands défis et de réponses fondamentales qui doivent leur être apportées.

Ces lignes de démarcation ont aussi provoqué fréquemment la subordination de la lutte des classes à la logique des disputes entre les appareils liés aux divers courants de la gauche. Parfois cela bloquait la lutte des classes elle-même.

L'expérience de la IV<sup>e</sup> Internationale a été singulière au cours de ce siècle, car, contrairement à d'autres courants, elle n'a jamais eu pour règle de s'intégrer à des partis de masse ou de diriger des organisations de masse et de même n'a jamais conduit la politique d'un État. Apparue en 1938 à la suite de la lutte des oppositions de gauche au stalinisme, elle a été conçue par Léon Trotsky, au moment de sa fondation, comme un outil de défense du programme révolutionnaire (face à la dégénérescence opérée par le stalinisme d'une part, par la social-démocratie de l'autre). A ce moment, la classe ouvrière des pays centraux était sous la direction politique des partis communistes staliniens, de la social-démocratie ou étaient directement étouffée par le fascisme-nazisme, alors que le monde était à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Cette marque fondatrice (la « défense du programme ») avec la persistance, durant une longue période, d'une situation de marginalité envers la classe ouvrière et d'attitudes sectaires et doctrinaires encouragées par la petitesse de ses organisations, a servi de justification pour un cours adopté par beaucoup des groupes « quartistes », qui ont dégénéré en sectes politiques (nombrilistes, en dehors de la situation politique et surtout se concentrant sur des accusations mutuelles, etc.).

### **Trotskisme ou marxisme révolutionnaire**

Le rapprochement de la Démocratie socialiste avec la IV<sup>e</sup> Internationale (Secrétariat unifié) est dû à la combinaison de plusieurs facteurs.

Premièrement l'adoption par la IV<sup>e</sup> Internationale lors de son XI<sup>e</sup> Congrès mondial du document « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », qui présentait une vision radicalement démocratique de la lutte pour la construction du socialisme, y a joué un rôle fondamental.

Deuxièmement, à cette époque la IV<sup>e</sup> Internationale a cessé de se considérer comme un « parti mondial de la révolution socialiste » et de tenter d'avoir une direction internationale qui centraliserait ses « sections nationales ».

Troisièmement, elle affirmait ne plus pouvoir travailler avec l'idée qu'une Internationale révolutionnaire de masse se créera « autour » ou « sous la direction » de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais que la IV<sup>e</sup> Internationale sera une de ses composantes, dans une perspective d'avant-garde partagée et non hégémonisée par tel ou tel courant. Cette perspective a été essentielle pour dialoguer avec d'autres courants révolutionnaires, avant tout en Amérique latine lors des années 1980.

Quatrièmement, divers penseurs liés à la IV<sup>e</sup> Internationale travaillaient déjà dans une perspective de marxisme révolutionnaire qui dépasse la référence à Trotsky et inclue toutes les influences de la pensée critique et révolutionnaire (dans de nombreux cas contradictoires avec l'héritage trotskiste).

Cinquièmement, mais c'est le plus important, en se rapprochant de la IV<sup>e</sup> Internationale la DS a été acceptée pour ce qu'elle était, une expérience singulière. Contrairement au trotskisme usuel, la DS

ne s'est jamais vue au sein du PT comme y pratiquant une tactique « entriste ». Pour comprendre cette singularité, il suffit de comparer les trajectoires dans le PT de la DS et de la Convergence socialiste, antécédent « moreniste » de l'actuel PSTU [1].

Au cours de cette période, la relation de débats et d'échanges avec la IV<sup>e</sup> Internationale a contribué à notre élaboration stratégique sur les questions nationale, de la démocratie et de la transition.

### **Internationalisme et racines nationales**

Jose Carlos Mariátegui, grand penseur marxiste péruvien, avait affirmé en 1928 : « *Nous ne voulons certainement pas que le socialisme soit en Amérique une copie ou un calque. Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre langage propre, au socialisme indo-américain. C'est une tâche digne d'une génération nouvelle* » (extrait de l'article « Aniversario y Balance », revue *Amauta*, année III, n° 17, Lima, septembre 1928).

C'était une période durant laquelle Mariátegui luttait à l'intérieur de la III<sup>e</sup> Internationale contre l'application mécanique, au Pérou, de ses décisions — une chose que le stalinisme ne parviendra à réaliser qu'après sa mort, en 1930. La III<sup>e</sup> Internationale prétendait être « le parti mondial de la révolution » et, peu après (1943), elle mettait fin à ses activités dans le cadre des accords entre l'URSS et les États impérialistes.

Le marxisme est arrivé sur notre continent comme une idéologie sans patrie. Voici cent cinquante ans d'échanges mutuels entre nos peuples, qui cherchent un outil pour leur libération, et le marxisme, qui, pour être une pensée universelle, doit se déseuropéaniser. Et le trotskisme également souffre du même mal.

La DS ne s'est jamais considérée comme une « greffe » sur le PT, mais elle a cherché, dès le début, à participer aux processus collectifs de synthèse en son sein, en tant que gauche du PT et en tant que partie d'un tout. Tout le débat sur la stratégie révolutionnaire, sur le socialisme et sur la construction du parti révolutionnaire menée par la DS tout au long des années 1980 et 1990 est imprégné de cette conception. Lorsque la DS a décidé d'exprimer son identité avec la IV<sup>e</sup> Internationale au milieu de la décennie 1980, cette dernière a accepté de respecter cette trajectoire et cette perspective. Ainsi, l'internationalisme n'a jamais signifié, pour nous, la négation des racines nationales et du nécessaire processus de réappropriation et de refondation du marxisme révolutionnaire.

### **La nouvelle situation et ses acteurs**

La convergence entre la crise des projets néolibéraux et le soulèvement populaire dans notre région dessine une situation nouvelle. Avec le renouveau des luttes populaires après la crise des gauches, de nouveaux acteurs ont émergé et d'autres se sont rénovés. En bien ou en mal, le monde est différent aujourd'hui. Les espaces larges et unitaires, qui se sont ouverts pour les luttes contre les diverses expressions de la mondialisation néolibérale, ne sont possibles aujourd'hui qu'à cause de cette nouvelle situation, qui permet à des gauches du monde, et particulièrement à celles de notre continent, de se retrouver ensemble.

Les membres de la DS ont joué un rôle remarqué dans la construction de ces espaces et de ces alliances internationales — tels le Forum social mondial, l'Assemblée des mouvements sociaux, la campagne continentale contre la ZLÉA, l'Alliance sociale continentale, la Marche mondiale des femmes, la Coordination des centrales syndicales du Cône Sud, les forums des travailleurs de l'économie solidaire, entre autres initiatives — qui ont constitué d'importantes avancées dans la lutte contre la mondialisation néolibérale, contre l'impérialisme, contre la guerre et contre le

patriarcat capitaliste sur notre continent.

Le grand impact des récentes actions contre Bush et contre la ZLÉA lors du Sommet des peuples (impulsées par l'Alliance sociale continentale), à Mar del Plata, a été une preuve concrète de l'efficacité de cette politique internationaliste. Les avancées politiques significatives enregistrées lors du Forum social mondial de Caracas, en janvier dernier, indiquent la même direction.

Ces réussites ne sont pas étrangères ni contradictoires à notre politique nationale. Au contraire, elles sont en continuité avec elle au plan international. Et cette politique est fondée sur une analyse de la situation et des tâches sur notre continent qui ont été exprimées dans les résolutions de nos deux dernières conférences.

Apparu il y a quinze ans, dans un autre contexte politique, le Forum de São Paulo a réussi à se maintenir comme un espace de rencontre d'un large éventail de partis progressistes et de gauche de l'Amérique latine. Nous défendons l'idée que ce forum ait un rôle plus actif dans le débat sur le bilan des expériences gouvernementales dans notre région, de liens pour les initiatives partidaires et qu'il construise un partenariat stratégique avec les campagnes menées par les mouvements sociaux de l'Amérique latine.

### **Un internationalisme étroit contre un internationalisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

La crise que traverse la gauche brésilienne dans le débat sur l'orientation du gouvernement Lula a été le prétexte pour que les camarades de la IV<sup>e</sup> Internationale modifient profondément la conduite de collaboration mutuelle qu'ils ont eue des années durant avec la DS. La majorité de son Comité international (CI) s'est attribué des prérogatives qu'elle n'a pas. Elle a prétendu intervenir dans la DS, décidant qui devrait la représenter au CI, qui devrait être considéré comme militant de la DS et ce qu'est la DS. De plus, concernant la conjoncture brésilienne, elle a prétendu définir en Europe ce que la DS devrait faire au Brésil — en ignorant que la DS a sa propre structure d'élaboration basée sur la démocratie interne.

Durant deux ans l'attitude fractionniste et antidémocratique de secteurs qui composaient la DS a bénéficié du soutien de manœuvres opérées depuis les instances de la IV<sup>e</sup> Internationale. A l'initiative des instances dirigeantes de la IV<sup>e</sup> Internationale, une trajectoire de travail commun et de respect mutuel a ainsi été interrompue.

Par ailleurs, au cours de la dernière période, dans notre région et sans plus de discussions, la majorité du CEI [2] a fait le choix de s'éloigner des processus de recomposition en cours dans la gauche latino-américaine et de privilégier le dialogue et l'action commune avec de petits groupes « trotskistes » qui ont subsisté dans notre continent.

Il y a un riche processus de recomposition des gauches dans le monde et en Amérique Latine, et la DS en est partie prenante. C'est à son sujet et à l'intérieur de ce processus que doivent se développer notre réflexion et notre contribution.

Un nouvel internationalisme est nécessaire et il se construit dans les luttes, dans les campagnes et dans les espaces unitaires régionaux et internationaux. Les secteurs qui ne seront pas contaminés par l'esprit de secte et du fractionnisme — où certains aspirent anachroniquement à se retirer — seront nos alliés naturels dans cet effort. La DS poursuivra son travail internationaliste avec ces secteurs de la IV<sup>e</sup> Internationale avec lesquels elle a déjà une relation de collaboration mutuelle et avec tous les secteurs de la gauche mondiale, latino-américaine et brésilienne disposés à renouveler l'internationalisme pour qu'il soit capable d'affronter le défi de construire le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

## **Le nouvel internationalisme et la IV<sup>e</sup> Internationale**

***Une première réponse au document de la DS, « Une politique internationaliste pour le XXI<sup>e</sup> siècle ».***

### **Le Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale**

*Le document des camarades de la DS ainsi que cette réponse ont été rédigés avant les élections présidentielles au Brésil et les autres événements qui ont exercé une influence sur la situation. Nous espérons que les camarades seraient présents à la réunion du Comité international de février 2007 afin de poursuivre cette discussion avec eux. La réponse ci-dessous avait pour but d'entamer une telle discussion.*

1. Le texte intitulé « Une politique internationaliste pour le XXI<sup>e</sup> siècle » (voir ci-dessous) est arrivé près de deux après que les camarades de la Coordination nationale de la DS ont cessé de participer aux réunions du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans une période où nous n'avons quasiment plus de discussions avec eux. C'est pourquoi nous espérons sincèrement que ce document permettra de recommencer un débat franc et ouvert avec ces camarades, avec lesquels nous avons parcouru une longue histoire en commun. Nous insistons pour qu'on ne permette pas que ce document serve à justifier l'actuel gel de nos relations.

Il nous apparaît que le document de la DS a deux axes. Le principal incite à une discussion sur la nature et les tâches de l'internationalisme dans la nouvelle conjoncture du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous pensons qu'il s'agit d'un sujet d'une grande importance et que l'invitation à en débattre est d'une grande actualité. Sur cette question, il nous semble que la majorité des observations écrites dans le document de la DS seraient partagées par la majorité des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale dans leurs pays respectifs. Nous pensons cependant que certains aspects de ce sujet sont traités de manière insuffisante ou incorrecte par le document des camarades — en particulier en ce qui concerne le rôle joué actuellement par certains gouvernements d'Amérique latine dans ce nouvel internationalisme. Le second axe, c'est une série de caractérisations et d'accusations au sujet du comportement de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa direction. Nous pensons qu'ils sont basés sur des informations erronées ou mal interprétées et nécessitent une réponse claire et catégorique. Nous allons traiter ces questions séparément.

2. Il n'est pas surprenant que nous soyons d'accord sur de nombreux sujets mis en évidence par la DS. Il s'agit de positions — concernant la nouvelle situation mondiale et la crise de légitimité du néolibéralisme, le rôle plus important des mouvements sociaux, la construction des Forums sociaux et du mouvement altermondialiste, l'érosion, au moins partielle, des vieilles divisions idéologiques qui ont marqué le mouvement ouvrier et populaire au cours du siècle passé, etc. — que nous avons élaborées ensemble depuis quelque quinze années et qui ont constitué le cœur de l'analyse et de la pratique de la IV<sup>e</sup> Internationale. Un processus dans lequel les camarades de la DS ont joué un rôle indispensable. Les résolutions centrales du XV<sup>e</sup> Congrès mondial — qui si nous l'avons bien compris furent discutés par les militants de la DS et en faveur desquelles tous les délégués présents de la DS

ont voté, de même que la grande majorité des délégués des autres pays — avaient tenté de systématiser cet ensemble d'élaborations. Ils constituent l'essentiel du contenu du document « Résistances à la mondialisation capitaliste — une chance pour un nouvel internationalisme », et les aspects centraux du document « Rôle et tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale ».

Des concepts similaires ont été élaborés dans tous les débats, documents et publications de notre mouvement, y compris, par exemple, dans divers écrits de nos camarades Michael Löwy, Daniel Bensaïd et Pierre Rousset.

Nous partageons également les préoccupations exprimées dans le document en ce qui concerne la nécessité pour le marxisme révolutionnaire de renforcer ses racines nationales et régionales, d'acquiescer ou de fortifier une identité latino-américaine (et aussi asiatique, africaine, etc.). Dans le cas latino-américain, par exemple, il y a de très nombreuses années que nous nous sommes identifiés à la référence au marxisme indo-américain de Mariátegui.

Les camarades établissent une connexion entre cette nécessité d'un marxisme « endogène » et leur propre histoire dans le parti des travailleurs (PT). D'accord ! Effectivement les positions élaborées par la DS sur cette question au début des années 1980 l'ont été en collaboration étroite avec d'autres camarades de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le document fondateur, « Le PT et/ou Parti révolutionnaire », qui cherchait à expliquer pourquoi la participation des révolutionnaires dans le PT ne pouvait prendre la forme de « l'entrisme », pourrait servir d'exemple.

Cette élaboration et cette pratique de la DS ont eu un caractère spécifiquement brésilien. Mais pour la IV<sup>e</sup> Internationale elles ont eu également un impact important. Elles ont permis de rétablir une connexion avec les expériences beaucoup plus anciennes du mouvement ouvrier international dans le domaine de la construction des partis de masse. Elles ont servi de point de départ pour que d'autres camarades dans d'autres pays commencent à poser à nouveau, dans les circonstances les plus diverses, le défi de construire de vastes et massifs partis anticapitalistes.

Alors en quoi l'approche internationaliste de la DS est-elle si « nouvelle » pour que le camarade Joaquim puisse terminer un texte avec le défi suivant lancé à la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale : « *Les gauches révolutionnaires, dont la IV<sup>e</sup> Internationale, sont appelées à relever ce défi. Les militants de la DS se consacrent à cette tâche. (Mais, attention à ne pas répéter un « mauvais internationalisme » usé, qui éloignera irrémédiablement de ce chemin ceux qui répètent les erreurs du passé !)* » ? [3]

Nous entrons ici sur le terrain de l'ambiguïté et de l'insuffisance que nous avons mentionnées au début, en effet ni le présent document ni l'article de Joaquim, s'ils parlent d'« identifier les nouveaux acteurs » et des « erreurs du passé », ne spécifient ni les uns ni les autres.

Pour chercher une plus grande clarification, nous allons reprendre le schéma déjà posé dans les discussions précédentes de la IV<sup>e</sup> Internationale et tenter de le comparer à ces approches « nouvelles » de la DS.

Au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons souvent parlé des trois niveaux où se manifestent les potentialités du nouvel internationalisme. De manière simplifiée, il s'agit :

a) des mouvements sociaux et civiques, dont beaucoup confluent dans les Forums sociaux mondiaux ;

b) les nouveaux partis et espaces politiques larges, anticapitalistes et/ou anti-impérialistes ;

c) les regroupements entre les forces révolutionnaires.

Le chapitre 8 du document sur les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale le synthétise de la manière suivante :

**« 8. Vers une nouvelle Internationale révolutionnaire de masse**

« 1. (...) Ce « nouvel internationalisme » apparaît en force depuis « Seattle ». (...)

« 2. (...) On n’imagine pas la percée vers une nouvelle Internationale anticapitaliste/anti-impérialiste sans un apport important de ce nouveau mouvement. Ces forces notables mais diverses ne peuvent pas aujourd’hui former une nouvelle organisation politique internationale, mais elles peuvent être renforcées politiquement par un processus d’expérience et de clarification par l’intervention dans ces débats des forces révolutionnaires, notamment la IV<sup>e</sup> Internationale elle-même.

« 3. Les regroupements pluralistes de gauche, internationaux, anticapitalistes/anti-impérialistes restent faibles (...) Seule la confrontation directe entre la classe dominante et le prolétariat (...) sera à même de bousculer le rapport de forces, de donner un enracinement social et de dégager les militants pour construire, au niveau national, une nouvelle force politique — anticapitaliste, internationaliste, féministe — dans la perspective de la construction d’une nouvelle Internationale. (...)

« 4. Il y a une évolution importante au sein et entre certains courants, issus ou se réclamant du « trotskisme ». (...) Cela vaut encore plus pour les organisations ex-« maoïstes ». (...) Un rapprochement entre organisations se réclamant du marxisme et de la révolution socialiste, ne peut avoir un sens qu’en rapport avec les batailles, le mouvement réel et les tâches d’aujourd’hui et du futur.

« Nous constatons qu’il y a ces trois développements politico-organisationnels de type internationaliste juxtaposés : le « mouvement réel » contre la globalisation et ses courants sociaux-politiques ; la convergence des courants anticapitalistes et pluralistes ; les courants de la gauche révolutionnaire. Cette situation pourrait se prolonger pendant toute une période. Cela dit, là où des accords et rapprochements sont possibles, nous prenons des initiatives unitaires pour aboutir à des regroupements sérieux. »

Alors, en quoi la conception de l’internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle que la DS propose maintenant est-elle différente ?

En ce qui concerne le premier niveau, comme nous l’avons dit, il ne semble pas y avoir de différences importantes. Le document de la DS met un accent particulier sur ce niveau — dans la collaboration entre les mouvements sociaux de l’Amérique latine et du monde, et il signale le rôle important joué par les militants de la DS dans ces convergences. Sans doute il s’agit là de l’aspect le plus évident du « nouvel » internationalisme qui naît. La IV<sup>e</sup> Internationale se sent dans son ensemble partie prenante de ce processus. Nous avons agi ensemble et espérons pouvoir poursuivre ensemble aussi bien la construction des mouvements spécifiques, comme la Marche mondiale des femmes, que des campagnes spécifiques, comme celles relatives à la dette ou à la taxe Tobin, mais aussi dans le renforcement des espaces larges comme le FSM, non seulement en Amérique latine, mais aussi en Europe, en Afrique et en Asie (voir, par exemple, le récent travail exemplaire des camarades pakistanais du LPP — observateurs permanents au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale — lors du FSM de Karachi).

En ce qui concerne le deuxième niveau, le document de la DS ne s’étend pas, mais il semble



également que nous coïncidons, même s'il peut y avoir des appréciations différentes sur des questions de détail. On pourrait discuter, par exemple, jusqu'à quel point le Forum de São Paulo peut servir, ou non, comme un espace utile à l'articulation de larges forces politiques, anticapitalistes et anti-impérialistes. On pourrait aussi discuter jusqu'à quel point les organisations comme le PRD mexicain ou le Front Ample uruguayen peuvent être considérées comme des « nouveaux acteurs » de l'internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais l'idée fondamentale de la DS — de vastes espaces politiques — va apparemment dans le sens des positions élaborés antérieurement dans diverses sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

3. Mais c'est en ce qui concerne le troisième niveau qu'une importante différence semble exister. Ou plutôt, dans le document actuel de la DS, il n'y a pas de troisième niveau. Dans les discussions de la IV<sup>e</sup> Internationale, la participation des forces marxistes, révolutionnaires, organisées à l'échelle nationale ou internationale (et donc pas seulement et encore moins exclusivement de la IV<sup>e</sup> Internationale ou du « trotskisme ») a toujours été soulignée en tant que composante indispensable pour le développement et le succès du nouvel internationalisme aux deux premiers niveaux.

Il n'est donc pas clair quelle importance les nouvelles approches de la DS attribuent aujourd'hui à l'organisation des révolutionnaires au niveau international, ni même si elle y attribue une importance quelconque. Il serait important que les camarades clarifient ceci. Il faut savoir si l'existence même de la IV<sup>e</sup> Internationale — c'est-à-dire la nécessité pour les marxistes révolutionnaires de s'organiser à l'échelle internationale autour d'une vision partagée de la démocratie socialiste et de la lutte pour l'atteindre — n'est pas devenue maintenant, pour les camarades, une de ces « erreurs du passé ».

Nous espérons que les camarades de la DS ne pensent pas qu'une relation informelle et instable entre les cadres du PT, du Front ample, du MVR, etc. peut remplacer les espaces démocratiques d'élaboration, de décision et d'action entre les révolutionnaires organisés.

Il y a un autre aspect de ce troisième niveau qui mérite d'être examiné. Comme nous l'avons dit, ce niveau est absent dans le document actuel. Mais dans la première partie de la Résolution politique de la Conférence extraordinaire de la DS, d'avril 2006 — dont de nombreuses formulations du document actuel sont issues, de même que dans certaines interventions de dirigeants de la DS lors du Forum social de Caracas, un autre type de ce troisième niveau semblait apparaître. C'est l'idée que les nouveaux gouvernements « de la gauche, au moins en Amérique latine, formeraient un autre maillon de l'internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle ». Les formulations ne sont pas très précises. Il est question d'appeler le nouvel internationalisme à « se mettre en rapport » avec les nouveaux gouvernements. On mentionne le renforcement de Mercosur, ou la formation de blocs comme le G20 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en tant qu'expressions de la résistance au néolibéralisme.

Nous ne nions pas l'importance de tels phénomènes, ni la nécessité pour les révolutionnaires d'intégrer de tels « rapports » dans les tâches qu'implique la promotion d'un nouvel internationalisme. Mais de quel type de rapports s'agit-il et avec lesquels de ces gouvernements ? Ceci nous ramène à l'essentiel de la question.

Parce que la politique étrangère brésilienne au sein de l'OMC a aussi un caractère contradictoire et de plus en plus conservateur. A Hong Kong, le Brésil a signé les accords finaux de 2005 relatifs en particulier au coton, qui agressent les intérêts de millions de producteurs africains. Et nous ne pouvons pas oublier non plus la participation brésilienne à l'envoi de troupes à Haïti.

Parce que derrière toutes les nouvelles formulations et documents de la DS au sujet de l'internationalisme du XXI<sup>e</sup> siècle, apparaît la question de la participation de la majorité de la

direction de la DS au gouvernement Lula, dont la politique est globalement social-libérale. Les camarades eux-mêmes signalent ce problème avec une clarté parfaite dans le document en question :

*« Durant cette période, les risques de pragmatisme doivent être combattus, comme doivent l'être l'adaptation aux horizons utopiques d'un capitalisme prétendument réformable et la stérilisation des forces émancipatrices par leur intégration à l'ordre étatique bourgeois ou marchand. Ces risques sont centraux pour des partis socialistes qui sont arrivés au gouvernement de leur pays, comme le PT. »*

C'est exactement cette préoccupation que le Comité international a exprimée dans le passé. Les résultats de la 13<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT confirment ce pronostic. Alors que les camarades de la DS mènent une lutte pour incorporer dans les résolutions du PT des positions plus avancées sur la nécessité de changer le modèle économique et d'étendre la démocratie participative, Lula a dit très clairement que les fondements politiques et économiques de son second gouvernement ne vont pas changer.

Il nous semble évident que, sur le plan international, le gouvernement vénézuélien, et pour le moment aussi le bolivien, ont un caractère différent des autres gouvernements latino-américains. Dans la mesure où ils s'appuient sur les luttes et les intérêts des mouvements sociaux (et, à des degrés variables, fournissent une direction politique à ces luttes), ils peuvent en effet être « identifiés » en tant que « nouveaux acteurs » de cet internationalisme émergent du XXI<sup>e</sup> siècle. Le rôle de plus en plus symbolique de Hugo Chávez pour les forces populaires et la gauche à l'échelle mondiale est clair dans ce domaine.

De même il nous paraît légitime, et parfois même nécessaire, de chercher des alliances ponctuelles et limitées autour d'objectifs limités avec certains autres gouvernements latino-américains. Mais cela ne signifie pas que les gouvernements de l'Argentine, de l'Uruguay ou du Brésil se transforment en alliés stratégiques pour la construction d'un internationalisme nouveau.

Les événements de mai 2006 paraissent démontrer clairement que ces gouvernements ne sont ni des alliés sûrs pour le Venezuela ou la Bolivie, ni a fortiori des acteurs du nouvel internationalisme. Car ce dernier ne peut être construit en défendant les investissements de Petrobras contre le peuple bolivien, ni en favorisant les agro-exportateurs brésiliens au sein de l'OMC, ni les joint-ventures papetiers de l'État uruguayen contre les environnementalistes argentins.

Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation de la DS que le gouvernement Lula est un allié stratégique de la révolution bolivarienne. Dans la mesure où le Brésil s'oppose à une agression directe contre le Venezuela ou partage avec ce pays son opposition à la réouverture des négociations sur la Zone du libre-échange des Amériques (ZLÉA), il faut le soutenir. Mais il est aussi clair que les têtes les plus lucides de Washington tiennent des propos plus subtils — il suffit de lire avec soin les déclarations du sénateur Richard Lugar, celles de Tom Shannon et jusqu'à celles de Condoleezza Rice elle-même — et voient dans le gouvernement Lula leur meilleure option pour contenir la radicalité du processus vénézuélien. (S'il est vrai que certains dans le gouvernement Chávez peuvent se faire des illusions sur Lula, il y en a aussi d'autres qui sont parfaitement conscients de ses limites.)

4. Passons maintenant, mais plus brièvement, au second axe du document de la DS. Il laisse entendre que le fondement des problèmes entre la Coordination nationale (CN) de la DS et le Comité international (CI) de la IV<sup>e</sup> Internationale provient de la régression de ce dernier d'une position ouverte et plurielle au cours des années 1980 — le document sur la Démocratie socialiste, l'appui à la construction du Parti des travailleurs, etc. — à un programmatisme dogmatique et étroit qui

reproduit les « *erreurs du passé* ».

Nous avons déjà rappelé l'orientation générale de la IV<sup>e</sup> Internationale par rapport aux nouvelles expressions de l'internationalisme. C'est pourquoi il nous est difficile de comprendre à quoi les camarades se réfèrent lorsqu'ils écrivent que « *la majorité du CEI (sic) a fait le choix de s'éloigner des processus de recomposition en cours dans la gauche latino-américaine et de privilégier le dialogue et l'action commune avec de petits groupes « trotskistes » qui ont subsisté dans notre continent.* »

Il n'est pas possible qu'ils parlent ainsi de la participation des camarades du PRT ou de la LUS mexicains à l'Autre campagne des Zapatistes ou du Front de la gauche socialiste. Ils ne peuvent pas non plus se référer à la participation antérieure des Équatoriens à Pachakutik, ni à celle des portoricains au Front socialiste, ni au rôle central joué par les sympathisants colombiens dans le Pôle démocratique alternatif ni dans la campagne présidentielle de Carlos Gaviria.

Et comme nous l'avons indiqué plus haut, une telle orientation étroite et sectaire en Amérique latine — si elle existait (et de fait, elle n'existe pas) — n'aurait pas le moindre sens lorsque l'on voit les efforts consacrés par presque toutes les sections et groupes sympathisants de la IV<sup>e</sup> Internationale pour construire des larges regroupements anticapitalistes dans les conditions nationales et régionales les plus diverses. Les exemples du Bloc de gauche au Portugal, de l'Alliance Rouge-Verte au Danemark, du WASG en Allemagne, du SSP en Écosse ou du Respect en Angleterre, tous avec une représentation parlementaire, ne peuvent certainement pas être qualifiés de « petits groupes trotskistes ». Et dans le cas de l'Italie, nos camarades ont participé depuis sa naissance au Parti de la refondation communiste, faisant partie de la majorité lorsque l'orientation générale du parti le permettait, et ont construit une opposition quand l'orientation du courant majoritaire envers un gouvernement social-libéral leur a imposé une telle option, comme c'est le cas actuellement.

Dans le cadre de cette orientation, nous sommes certainement disposés au « *dialogue et l'action commune avec les groupes trotskistes qui ont subsisté* », là où c'est possible et utile, comme nous le sommes avec beaucoup d'autres forces révolutionnaires. Il y en a eu de nombreuses, d'origines variées qui ont pris part à nos côtés à certaines initiatives nationales, comme à diverses réunions de la gauche anticapitaliste au niveau européen, asiatique, international ou latino-américain. Évidemment nous ne sommes pas d'accord avec toutes leurs analyses de la situation ou avec leurs priorités dans un pays déterminé ou dans une région — au Venezuela, en Argentine, au Brésil, en Amérique latine, etc. Mais nier l'intérêt d'un tel échange ou d'une collaboration serait en effet sectaire de notre part — et serait équivalent à la négation de la nécessité du troisième niveau du nouvel internationalisme dont nous parlions précédemment.

5. D'autre part, nous croyons que l'accusation formulée à l'encontre de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale qui aurait prétendu « *intervenir* » dans la DS (un concept avec une charge particulièrement négative pour la gauche brésilienne) relève d'un malentendu. Ou du moins qu'il est fondé sur une interprétation profondément erronée tant des faits que des statuts de la IV<sup>e</sup> Internationale (la nouvelle version, plus simple, de ces statuts a été approuvée lors du XV<sup>e</sup> Congrès mondial à la quasi-unanimité, incluant le vote favorable des délégués du Brésil) :

a) Le Comité international n'a pas décidé qui devrait représenter la DS en son sein. Les camarades doivent savoir que les membres du CI sont élus à titre individuel au Congrès mondial et que seul un Congrès mondial peut changer la composition du CI.

b) Le Comité international n'a pas déterminé qui sont les militants de la DS. Il vient de reconnaître comme militants de la IV<sup>e</sup> Internationale toutes et tous les militants qui étaient à la DS, qu'elles ou ils soient actuellement à l'intérieur ou en dehors du PT. Il s'agit d'une procédure qui entre

parfaitement dans les attributions du CI et que, malheureusement, nous avons dû appliquer à plusieurs reprises au cours de ces dernières années, y compris avec la participation des dirigeants de la DS, comme dans les cas du Mexique ou de l'Uruguay.

c) Le CI n'a nullement « *prétendu définir en Europe ce que la DS devrait faire au Brésil* ». La seule chose que le CI a fait, après une longue attente et beaucoup de discussions, ce fut d'exprimer son point de vue sur un aspect de la politique brésilienne qui avait un impact sur toutes les sections et l'identité politique même de l'Internationale. C'est une tradition de la IV<sup>e</sup> Internationale — une tradition que nous défendons avec fierté — que seuls les camarades d'un pays donné peuvent décider des tactiques à appliquer dans leur réalité nationale. Or les camarades de la DS savent que la question de la participation des marxistes révolutionnaires à des gouvernements bourgeois, ou de coalition, ou pro-capitalistes, ou néolibéraux, ou sociaux-libéraux etc., y compris nationalistes, réformistes ou social-démocrates, a une histoire longue et très contestée au sein du mouvement ouvrier et populaire international (et pas seulement en Europe, aussi en Asie et en Amérique latine). Elle va bien au-delà d'une question tactique. Elle coiffe les questions fondamentales d'identité programmatique de notre mouvement, telles son indépendance de classe ou la révolution permanente. Par conséquent, il n'est pas surprenant que la situation brésilienne ait suscité une vague de discussions et d'interrogations non seulement dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais aussi dans de larges secteurs de la gauche internationale. Par conséquent, il n'est nullement nécessaire de recourir au « *fétichisme de la défense du programme* » pour comprendre que la direction de notre Internationale avait, et a encore, une obligation absolue de discuter et d'arriver à une évaluation collective de cette situation. C'est ce qui a été fait. Nous espérons sincèrement que les camarades de la direction de la DS voudront partager ces discussions et ces évaluations avec le reste de l'Internationale.

**\* Ce texte a été adopté à la suite de la discussion par le Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale et transmis à la Coordination nationale de Démocratie socialiste. Traduit de l'espagnol par JM. 29 décembre 2006.**

---

## Notes

[1] « L'entrisme » en tant que tactique de construction tire sa référence historique du « tournant français », nom sous lequel a été connue la tactique proposée par L. Trotsky, et que ses partisans des années 1930 en France ont appliquée en « entrant » dans la SFIO (section française de l'Internationale ouvrière, dénomination du parti social-démocrate) dans la perspective d'y gagner une influence de masse et de rompre plus tard avec cette organisation pour créer le parti révolutionnaire (note des auteurs).

[2] Il s'agit d'une erreur des auteurs, car depuis le XV<sup>e</sup> Congrès mondial, qui a adopté de nouveaux statuts, l'instance de direction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne porte plus le nom de Comité exécutif international (CEI) mais celui de Comité international (CI). Ils ont pourtant voté ces statuts... Notons également, que contrairement à ce que pensent de nombreux courants trotskistes, le IV<sup>e</sup> Internationale n'a plus d'instance portant le nom du « Secrétariat unifié », mais dispose d'un Bureau exécutif, dont la fonction est l'application des décisions du Congrès mondial et du Comité international (note de la rédaction d'Inprecor)

[3] Il s'agit d'un article de Joaquim Soriano intitulé « Un « mauvais internationalisme » et ses

idées peu claires sur le Brésil », paru en français dans *Inprecor* n° 513/514 de janvier-février 2006. Joaquim Soriano, membre de la Coordination nationale de Démocratie socialiste et du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale y polémiquait avec l'article de François Sabado « Brésil : crise et renaissance de la gauche » paru dans *Inprecor* n° 510 d'octobre 2005.